

Guy Verhofstadt, chef de file des libéraux européens, estime que « le moteur franco-allemand a des ratés. Je redoute une panne fatale. L'unité de façade masque mal leurs divergences : un obstacle pour une solution à la crise. »



Union européenne / Un nouveau « sommet de la dernière chance », cette semaine

Merkel et Sarkozy mettent le turbo

L'ESSENTIEL

- L'euro en danger ? Merkel et Sarkozy ont fait de nouvelles propositions pour renforcer la gouvernance économique européenne.
- Ils veulent que d'importantes décisions soient prises dès vendredi lors du sommet européen qui se tiendra à Bruxelles.
- Le pari, c'est que Merkel, forte d'un supplément de discipline budgétaire, autorise la BCE à éteindre l'incendie sur les marchés.

Encore un sommet européen « de la dernière chance » ! A la veille du sommet européen de ces jeudi et vendredi, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy se sont mis d'accord, lundi midi à Paris, sur une série de propositions visant à renforcer la gouvernance économique européenne et, selon la chancelière fédérale, à « reconquérir la confiance ».

Ces propositions concernent le moyen terme. Rien n'a été convenu, en revanche, au sujet du court terme – et du rôle que pourrait jouer dans l'immédiat la Banque centrale européenne. La position de l'Allemagne et de la France, telle que formulée voici une dizaine de jours, reste : « Dans le respect de l'indépendance de cette institution essentielle, il faut s'abstenir de demandes positives

ou négatives ».

En réalité, il n'y a rien de vraiment révolutionnaire dans les propositions d'hier. Réviser les traités européens ou conclure un nouveau traité à dix-sept (la zone euro) ou à dix-sept plus ceux qui le voudraient bien ? Ce n'est pas neuf. Inscire une « règle d'or » budgétaire dans les constitutions des pays de la zone euro ? Ce n'est pas neuf. Des sanctions automatiques contre les pays indis-

ciplinés au plan budgétaire ? C'est même déjà ancien !
Seule vraie nouveauté : l'idée d'avancer à 2012 l'installation du Mécanisme européen de stabilité (MES), qui devait remplacer le Fonds de secours à partir de mi-2013. Selon Berlin et Paris, le MES devrait de surcroît être géré à la majorité « des 85 % » et non à l'unanimité des Etats, et les

créanciers privés devraient être largement épargnés à l'avenir (contrairement à ce qui s'est produit avec la Grèce). Pour le reste, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy proposent un sommet mensuel des chefs d'Etat ou de gouvernement de la zone euro, avec « un ordre du jour précis, focalisé sur la nécessité de doper la croissance dans la zone euro ».

« Non aux euro-obligations »

Mais le principal est dans le calendrier. Berlin et Paris veulent que les dirigeants européens se comptent dès le sommet de cette semaine. Une révision à vingt-sept ? Un nouveau traité, à dix-sept ou plus ? Il faut aller à « marche forcée pour rétablir la confiance dans l'euro et la zone euro », a dit Nicolas Sarkozy. Objectif : signer lors du sommet euro-

péen de mars.

« Nous n'avons pas le temps. Nous sommes conscients de la gravité de la situation et de la responsabilité qui pèse sur nos épaules », a conclu le président français.

Cet empressement rassurera-t-il les marchés ? Ceux-ci relèveront les failles dans le dispositif franco-allemand, tel que décrit hier. Quel rôle y tient vraiment la Commission européenne, dont il n'a nullement été question devant la presse ? Cette gouvernance économique tiendra-t-elle davantage de la « méthode communautaire » ou de l'« intergouvernemental » ? Cette seconde option permet plus facilement les petits accommodements entre capitales... La chancelière fédérale et le président français devront préciser les choses à cet égard,

s'ils veulent, cette fois, convaincre (lire ci-contre).

S'il n'y a rien sur le court terme, il n'y a rien non plus sur le long terme dans les propositions adoptées hier. Les euro-obligations ? Balayées d'un revers de la main, « à la Merkel » ! Elles ne seraient « en aucun cas une solution à la crise », a lancé Nicolas Sarkozy.

Celui-ci s'est-il donc « aplati » devant Angela Merkel ? Disons plutôt qu'il a tenu son rôle dans la vaste opération consistant à accorder à l'Allemagne le supplément de discipline budgétaire qu'elle exige, dans l'espoir qu'elle finisse par concéder quelque manifestation de solidarité – via la BCE ou autrement. Herman Van Rompuy, qui s'affaire dans l'ombre, rêve de voir ce grand marchandage couronné de succès. ■

MAROUN LABAKI

DEUX ACCENTS

Sarkozy ménage les Etats européens, Merkel ménage les institutions de l'UE

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy font front commun mais ont, à l'évidence, une sensibilité différente sur la gouvernance économique européenne. Cette faille peut-elle porter atteinte à la crédibilité des propositions qu'ils ont faites hier ?

Le président français, dans son discours de jeudi dernier, avait déclaré : « La refondation de l'Europe, ce n'est pas la marche vers plus de supranationalité », mais une « Europe plus démocratique » et « intergouvernementale » où « ce sont les responsables politiques qui décident ». Hier, il a relevé, au sujet des propositions franco-allemandes : « La Cour européenne de justice ne pourra pas annuler les budgets nationaux. (...) L'euro et l'Europe doivent sortir renforcés, mais dans le respect de la souveraineté, des prérogatives des Parlements et de l'efficacité ».

La chancelière fédérale est sur une ligne nettement plus « communautaire ». Hier, elle a lancé : « Nous allons parler de tout cela avec le Parlement européen, pour qu'il n'y ait pas de malentendus ». (M. L.)

SUR LES MARCHÉS

Optimisme Cela fait maintenant plus d'une semaine que les marchés boursiers sont dans le vert, espérant une sortie de crise. Ce lundi encore, la Bourse de Bruxelles a clôturé en hausse de près de 2 %, Rome gagnant près de 3 %. Des gains plus modestes ont été enregistrés à Paris, Londres ou Francfort. On observe également une forte détente sur le front des taux des obligations d'Etat de la zone euro (lire page 19). (B.P.)



LES ÉCHÉANCES

Ce mardi, à Berlin Le secrétaire US au Trésor, Timothy Geithner, entame une visite européenne destinée à discuter du « renforcement des institutions de la zone euro ».

Jeudi, à Marseille Le PPE, la grande famille politique conservatrice européenne, réunit son 20^e congrès, avec nombre de chefs d'Etat ou de gouvernement.

Jeudi, à Bruxelles Début, par un dîner, du sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement européens, qui doit normalement s'achever vendredi midi.



Italie / Avant même d'aller présenter son plan d'austérité au Parlement, « Il Professore » a longuement rencontré la presse étrangère

Mario Monti cherche à convaincre urbi et orbi

NOTRE CORRESPONDANTE

Pour bien mettre l'accent sur « la portée internationale et européenne » du plan d'austérité de son gouvernement, Mario Monti a présenté à la presse internationale de Rome son « décret-sauve-Italie » lundi matin, avant même de se rendre à la Chambre et au Sénat.

Sa conférence de presse a d'ailleurs débuté par un credo européen. Rappelant ses visites récentes à Bruxelles et Strasbourg et les rendez-vous européens de « cette semaine cruciale », le professeur Monti a insisté

sur la nécessité de renforcer la « méthode communautaire », la zone euro et l'Europe dans son ensemble. Mais, surtout, a-t-il martelé, l'Italie doit « résoudre rapidement ses problèmes internes qui la rendent peu fiable et en ont fait une source d'infection de la zone euro ». C'est à cela que servent les mesures déjà adoptées, à une vitesse record, en 17 jours de gouvernement à peine (lire ci-contre). Ce premier paquet devra être complété par d'autres mesures au cours des prochains mois, notamment en matière de marché du travail. Son gouvernement, appelé à durer jusqu'à la fin de la

législature, au printemps 2013, devrait avoir rétabli, d'ici là, l'équilibre budgétaire.

Le chef de ce gouvernement de « technocrates » non élus a expliqué les difficultés auxquelles il doit faire face pour « donner à la fois un signe de continuité à la majorité de centre-droit et un signe de rupture à l'opposition de centre-gauche ». Sans parler des syndicats qui annoncent déjà des grèves. Toutefois, n'ayant pas d'ambitions électorales, son gouvernement serait plus libre qu'un autre. Pas de démagogie, donc, dans ce décret sans lequel, dit-il, « l'Italie s'écroulerait, comme la Grèce ». ■ VANJA LUKSIC



LE PROFESSEUR Monti face à la presse étrangère. © AP

Les principales mesures Un plan de 30 milliards d'euros :

- réforme des pensions : augmentation de l'âge de la retraite (66 ans pour les hommes, 62 pour les femmes) ou augmentation des années de contribution (42 ans et 41 ans au lieu de 40 dès 2012).
- augmentation de 2 points de la TVA
- rétablissement de la taxe immobilière sur l'habitation (ICI) que Berlusconi avait abolie.
- interdiction de paiements en liquide au-delà de 1.000 euros.
- taxes sur les grosses cylindrées et sur les bateaux au-delà de 10 mètres. (V.L.)